

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2018

Volume XIX

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

ELECTION PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE : L'EUROPE AU CŒUR DU DÉBAT ?

PAR

CHARLES DE MARCILLY (*) (**)

La France est-elle l'homme malade de l'Europe ? Un « Frexit », succédant au Brexit, est-il possible ? Marine Le Pen sera-t-elle élue Présidente de la France le soir du 7 mai ? Et, si oui, est-ce la fin de l'Union européenne ? En janvier 2017 c'est l'inquiétude qui domine chez les observateurs politiques européens lorsqu'ils jugent la situation de l'un des principaux Etats membres de l'Union. Cette incertitude s'accompagne d'un contexte électoral continental anxiogène. Le 2 décembre 2016, Matteo Renzi perd en Italie un référendum qui ouvre une phase d'incertitude. L'Espagne a revoté le 21 décembre dans un climat houleux et mettra plusieurs mois à constituer un gouvernement faute d'accord entre les partis. En France, pour la première fois dans l'histoire de la V^e République, un président en exercice ne se présente pas à sa réélection. A l'aube d'une année électorale incertaine avec des scrutins dans les principaux Etats membres, la France fait figure d'homme fragile de l'Europe en raison du manque de dynamisme économique, de son incapacité à effectuer les réformes structurelles jugées nécessaires et de son faible *leadership* politique, que le mandat de François Hollande n'aura pas suffi à endiguer (1).

Pourtant, moins d'une année plus tard, le 9 novembre 2017, le *Time Magazine* affiche le Président français en couverture, avec pour titre le « *Futur leader de l'Europe* » ! Alors que depuis 2008 et le début de la crise économique la défiance en France s'est accentuée pour près d'un quart des sondés de l'eurobaromètre standard de 2016, le candidat vainqueur s'est affiché tout au long de la campagne comme un fervent pro-européen, s'appuyant sur la notion de souveraineté européenne à rebours des autres candidats. Cette dimension se révélera par la suite un élément essentiel de sa politique extérieure lors de ses premiers mois à l'Elysée, marqués par « le retour de la France » au niveau de l'Union.

(*) Responsable du bureau de Bruxelles de la Fondation Robert Schuman. Les propos tenus dans cet article sont propres à leur auteur et ne sauraient engager l'institution dont il relève.

(**) L'auteur remercie Aurélien Pastouret et Salomé Hénon-Cohin pour leur contribution à l'élaboration de ce texte.

(1) Charles DE MARCILLY, « L'influence de la France, vocation mondiale, ambition européenne, un paradoxe ? », *Diplomatie*, mai 2015.

Ainsi, observer la place de l'Europe au sein de la dernière élection présidentielle française revient à rappeler que l'échéance électorale s'inscrivait dans un contexte européen troublé, ce qui permet de mieux appréhender les offres programmatiques des différents candidats et la structuration des débats au cours d'une campagne marquée par trois séquences. Le résultat de celle-ci met en lumière la spécificité de l'élection présidentielle de 2017, caractérisée par la victoire d'un impétrant ayant, dès le début de sa candidature, défendu et fondé sa ligne politique sur la promotion de l'Europe. Indiscutablement, il s'agissait d'un pari risqué dans un contexte de montée des populismes, mais qui a offert à Emmanuel Macron une forte légitimité, nationale par le résultat, mais aussi continentale, voire mondiale, par la dynamique de sa campagne.

UN CONTEXTE ANXIOGÈNE

Au niveau européen comme au niveau national, l'élection présidentielle française a suscité une attention toute particulière au regard du caractère décisif de l'échéance, dans la poursuite ou le ralentissement d'une dynamique idéologique, populiste et antisystème, à l'œuvre en Europe et au-delà (2). La menace de voir se propager le mouvement eurosceptique au sein de la deuxième puissance économique et politique de l'Union européenne (UE) était d'autant plus prégnante au vu de la perception de l'Europe et des interrogations qu'elle pouvait faire naître chez certains électeurs français (3).

Tunnel électoral

L'année 2017 fut riche en échéances électorales présidentielles ou législatives : Hongrie, Pays-Bas, Bulgarie, France, Allemagne, Autriche, République tchèque, Slovaquie... Le Brexit entériné, les capitales et les institutions européennes scrutaient avec inquiétude les résultats de l'élection présidentielle française, dont la seule certitude était la – très – probable présence de Marine Le Pen au second tour. Le soutien électoral aux candidats instaurant une ligne de défiance face au projet européen se retrouve dans la plupart des scrutins sur le continent. L'écueil néerlandais passé, avec l'incapacité de Gert Wilders à intégrer un gouvernement majoritaire, l'UE craignait un « Frexit », avec l'élection de la candidate du Front national, puis l'effet de contagion possible à l'Allemagne lors des législatives – qui d'ailleurs verront l'AFD (4) obtenir plus de 70 membres au Bundestag – et à l'Italie – M5S, Lega Nord – en 2018. Beaucoup voyaient

(2) Thierry CHOPIN, « Le risque du repli national (iste) », *Télos*, 26 avr. 2017.

(3) Sauf indications contraires, les données statistiques, notamment sur les préférences des électeurs français dans le cadre de la présidentielle, sont issues du sondage « Les Français et l'Europe 60 ans après le Traité de Rome », conduit par IFOP pour *Le Figaro* et la Fondation Robert Schuman, mars 2017, et disponible à l'adresse Internet www.robert-schuman.eu/fr/doc/actualites/les-francais-et-l-europe-60-ans-apres-le-traite-de-rome.pdf.

(4) Alternative für Deutschland.

déjà les populistes eurosceptiques au pouvoir, venant ainsi fragiliser un bloc européen craquelant depuis le vote britannique en faveur du « *leave* ». Après le Royaume-Uni, troisième puissance économique de l'UE, ce pouvait être au tour de la France, deuxième puissance, de succomber aux sirènes nationalistes de rejet du projet européen à travers la candidature de Marine Le Pen et de son parti, le Front national, le « *premier parti de France* » (5) si on prend en compte les résultats du premier tour des élections régionales de 2015.

Ce climat particulier du « tunnel électoral » de 2017 renforce les candidats eurosceptiques, qui voient la possibilité de prolonger la dynamique et les tendances observées l'année précédente lors du référendum sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et, de façon plus lointaine géographiquement mais proche idéologiquement, l'affaiblissement des partis politiques traditionnels à travers l'émanation de figures nouvelles, qualifiées d'antisystèmes, prônant le protectionnisme. Dans la lignée de l'élection présidentielle américaine, des candidats comme Andrej Babis en République tchèque, Beppe Grillo en Italie ou Geert Wilders aux Pays-Bas tentent de mettre en avant leur représentativité d'un système de contestation face à des dangers affectant la souveraineté nationale, tels que les flux migratoires ou l'intégration européenne. Les candidats à la présidentielle française appuieront tous leur programme sur cette forme de logique et de remise en cause du modèle de l'Union européenne, pour le supprimer ou le renforcer.

De plus, la crise des réfugiés de 2015, une croissance économique aux dynamiques variées en Europe, la montée des inégalités, la remise en question des « élites » administratives et politiques, sans oublier l'ère du numérique en politique, avec pour corollaire des campagnes de désinformation, contribuent en Europe au renforcement des partis s'appuyant sur une logique de contestation, dont l'UE est l'une des cibles. A la fin de l'année électorale 2017, ces tendances se sont exprimées avec la participation de partis qualifiés de populistes, voire d'extrême droite, à des coalitions gouvernementales, comme en Slovénie, en République tchèque ou en Autriche.

Absence de vainqueur qui contraint à la constitution d'accords de coalitions hétéroclites, besoin de renouvellement générationnel, rejet des élites traditionnelles, la seule valeur sûre de l'arithmétique électorale en 2017 est l'incertitude (6). Dans ce contexte, naguère concerné par des scrutins jugés secondaires et confiné à avoir des députés européens, le Front national envisage sérieusement une victoire à l'élection présidentielle.

(5) La liste Front national est celle ayant recueilli le plus grand nombre de voix (6 018 904) lors du premier tour de l'élection régionale française de 2015. Cf. le site Internet [www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Regionales/elecresult__regionales-2015/\(path\)/regionales-2015/FE.html](http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Regionales/elecresult__regionales-2015/(path)/regionales-2015/FE.html).

(6) Pour des précisions et une analyse complète du contexte et des résultats de chaque scrutin électoral en Europe, nous suggérons de consulter les « Observatoires des élections » de Corinne Deloy, en accès libre sur le site Internet de la Fondation Robert Schuman.

Cette possibilité était d'autant plus du fait des inquiétudes exprimées par une certaine partie de l'électorat français sur la question européenne.

Europe, des Français peu enthousiastes

Avant le lancement de la campagne et des différentes primaires de la droite et du centre, ainsi que de celle du centre-gauche, peu d'éléments laissaient penser que le futur vainqueur serait le candidat représentant la ligne la plus europhile. Le climat eurosceptique et le manque de confiance des Français envers les institutions européennes étaient autant de signes d'un rejet systémique des élites. De nombreux sondages se sont succédé entre l'automne 2016 et 2017, soulignant la méfiance des Français à l'égard de l'Union européenne comme entité politique. Certes, le sondage CSA – *La Croix* publié le 20 mars 2017 démontrait que le sentiment europhobe connaissait une « *lente et régulière décline* », identifiée comme un « *sursaut post-Brexit* ». Julie Gaillot, codirectrice du pôle « Society » du CSA, affirmait alors : « *maintenant, nous savons que cette tendance va au-delà d'une réaction à chaud. Le regain de confiance et d'attachement dans l'UE est ancré dans la durée* ». La dimension continentale des crises -migratoires, économiques, environnementales, appelant des réponses au niveau global, y joue un rôle certain.

L'absence de modèle alternatif crédible en sortant de l'Union européenne a pu apporter aux électeurs une forme de prise de conscience que le risque pris par les Britanniques de sortie était accompagné d'incertitudes. Les raisons qui ont conduit à la victoire du « *leave* » n'ont pas disparu et se retrouvent ailleurs en Europe. L'étude de juin 2017 réalisée par le *think tank* Chatham House (7), une année après le référendum, indique toutefois un sentiment de défiance des Européens lié à une « *nostalgie* ». Cette dernière s'expliquait notamment par les défis justement posés par la mondialisation et son lot de crises. Les sondés expliquent « *avoir perdu le contrôle sur les développements européens et mondiaux* », cela rappelant les arguments des « *brexiteurs* », et ciblent l'Europe comme « *l'un des responsables de la situation actuelle* ».

Enfin, selon l'Eurobaromètre publié à l'automne 2017, la confiance moyenne des Français dans l'Union européenne en tant qu'institution s'établit à 41%, soit une baisse d'1 point par rapport au printemps 2017. Cependant, il est important de noter que ce chiffre demeurait supérieur à la confiance moyenne dans le gouvernement national (36%) et dans le parlement national (35%). A la question portant sur l'image de l'Union européenne, à l'automne 2017, 37% des Français interrogés avaient une « *image positive* » de l'UE (baisse de 3 points par rapport au printemps 2017), 36% avaient un regard « *neutre* » (stable par rapport au printemps 2017) sur l'UE et 25%

(7) Thomas RAINES / Matthew GOODWIN / David CUTTS, « L'avenir de l'Europe, analyse et comparaison entre les attitudes du public et de l'élite », Chatham House, juin 2017, disponible à l'adresse Internet bit.ly/2EsDg8U.

avaient une « image négative » de l'Union (soit une hausse de 3 points par rapport au printemps 2017).

En complément, Olivier Rosenberg (8) rappelle que les dirigeants politiques français ont longtemps justifié la participation de la France au projet européen en faisant de l'Europe une condition de la sauvegarde de la puissance nationale. Or ce *leitmotiv* d'« Europe puissance » s'érode compte tenu de la structure même de ce récit et du manque de mythe de substitution. Il s'est dévitalisé avec la relégation de la France à la deuxième place, sans qu'aucune autre doctrine ne s'impose, pour des raisons qui tiennent tant à la culture politique des élites qu'aux institutions de la V^e République. Cette panne doctrinale était jusqu'alors compensée par la capacité institutionnelle du Président et le maintien d'une haute fonction publique pro-européenne. O. Rosenberg s'interroge cependant sur la soutenabilité politique du fossé entre le choix européen des gouvernements français et un espace public dominé par la critique de l'Europe. Il anticipe, *via* l'émanation d'un « *eurocepticisme soft* » des partis de gouvernements, une évolution critique de la politique européenne de la France proposée par une majorité des candidats en 2017. Cela se traduit dans les postures vis-à-vis de l'Union européenne des candidats à l'élection présidentielle. Huit prétendants à l'Élysée sur onze se déclaraient ouvertement eurosceptiques ou très critiques – Marine Le Pen, Nicolas Dupont-Aignan, Jean-Luc Mélenchon, Nathalie Arthaud, Philippe Poutou, Jacques Cheminade, Jean Lassalle et François Asselineau. Parmi les candidats, dix avaient voté contre le référendum de Maastricht en 1992 et/ou contre le projet de Traité constitutionnel en 2005. Emmanuel Macron a soutenu la Constitution. En revanche, il n'avait pas l'âge de voter en 1992.

Aussi, en 2017, on constate un paradoxe. Les Français craignent la mondialisation mais 60% d'entre eux assument qu'il paraît préférable d'adopter des mesures à l'échelle européenne qu'à l'échelle nationale concernant la défense, la politique étrangère, l'immigration ou la sécurité (9). Cela laisse présager qu'une ligne anti-européenne frontale est porteuse d'un risque électoral. Si la thématique « réformer l'UE » peut avoir un soutien dans l'électorat français, l'exemple du Brexit et ses conséquences constituent un frein pour remporter l'élection uniquement sur le clivage de la « sortie » du projet commun. Est-ce une des raisons qui a encouragé E. Macron à un programme opposé à ses concurrents ? Si le diagnostic – il faut réformer l'Europe – peut être partagé par l'ensemble des candidats, sa critique du modèle existant vise à entraîner une dynamique opposée, en s'appuyant sur l'acceptation de l'échelle continentale comme strate politique indispensable soutenue par un nouveau récit. Prélude au macronisme ?

(8) Olivier ROSENBERG, « La France à la recherche d'un récit européen », Fondation Robert Schuman (*Question d'Europe*, n°345), 23 fév. 2015, disponible à l'adresse Internet bit.ly/2D8lq6g.

(9) Cf. « Les Français et l'Europe 60 ans après le Traité de Rome », *op. cit.*, p. 8.

UNE CAMPAGNE EN TROIS SÉQUENCES EUROPÉENNES

Onze candidats s'affrontent lors de l'élection présidentielle de 2017, laquelle compte quatre candidats d'extrême droite, trois d'extrême gauche, un ancien élu centriste inclassable, les vainqueurs des deux plus importantes formations de gouvernement de l'échiquier politique et un candidat inattendu anticipant avec succès la contestation des partis politiques. Quatre d'entre eux appellent à sortir de l'Union.

D'un point de vue séquentiel, la campagne sur son volet européen peut à dessein être analysée en trois temps distincts. Ce fut une caractéristique de la campagne présidentielle française : la place de l'Europe dans les débats y fut croissante. Reléguée au second plan lors des primaires de la droite et du centre ainsi que lors de celle organisée par la « belle alliance », la question européenne a été un facteur de structuration des offres programmatiques du 1^{er} tour, pour enfin être l'élément de clivage fondamental entre les deux opposants du second tour.

Primaires : l'Europe des postures

Les primaires organisées par le centre-droit et par le centre-gauche ont eu pour conséquence la qualification de personnalités qui ne faisaient pas office de favori au sein de leur famille politique respectives. Pour rappel, François Fillon a, contre toute attente, remporté la primaire de la droite et du centre face à Nicolas Sarkozy – éliminé dès le 1^{er} tour – et Alain Juppé – lourdement défait au 2nd tour – en novembre 2016. La comparaison des programmes des sept candidats sur les propositions liées à l'Union européennes révèle des perceptions très larges et disparates (10). Une vision intergouvernementale de l'UE, « *gaullienne* », était défendue par Jean-Frédéric Poisson (Parti chrétien démocrate), qui allait même jusqu'à proposer une sortie, pour ensuite créer un conseil confédéral des « *pays les plus importants de l'Union* ».

François Fillon, dans la ligne de son opposition au Traité de Maastricht, voulait également rapprocher l'UE d'une « *Europe des Nations* », une « *Europe des chefs d'Etat, dirigée par le Conseil européen* ». Pour sa part, Nicolas Sarkozy prônait une limitation des pouvoirs de la Commission européenne à travers une révision des traités. Il défendait également l'idée d'une clarification en matière de séparation des pouvoirs, faisant de la Commission européenne « *l'organe d'exécution du Parlement européen* ». On retrouve une base programmatique commune chez les candidats Sarkozy, Fillon et Poisson, ayant trait à une remise en question du rôle de la Commission européenne, détentrice d'un pouvoir d'impulsion politique, au profit des Etats et de la souveraineté.

(10) Article collectif Sciences Po / Toute l'Europe, « *Primaire de la droite : choisir un projet pour l'Europe* », Toute l'Europe, 2 nov. 2016, disponible à l'adresse Internet bit.ly/2EO3dLP.

Pour leur part, Bruno Le Maire, Alain Juppé et Jean-François Copé ne s'érigeaient pas en réformateurs du système institutionnel actuel de l'UE. Bruno Le Maire se distinguait des deux autres candidats par sa volonté d'utiliser le référendum pour « évacuer les échecs passés », alors qu'A. Juppé et J.-F. Copé se méfiaient de l'usage de la consultation populaire directe. Nathalie Kosciusko-Morizet fut probablement plus ambitieuse et proposa que « le Parlement européen soit élu à partir de listes partisans européennes et non plus par pays », afin de renforcer la légitimité de l'UE en politisant ses institutions. Alain Juppé notait pour sa part que « l'Europe ne faisait plus rêver » et qu'elle était trop bureaucratique. Son programme proposait une politique commerciale offensive, ainsi que l'harmonisation des bases d'imposition et des régimes sociaux des entreprises de l'UE, pour mettre fin à la concurrence entre Etats membres. On remarquera que ces trois points s'alignent précisément avec la ligne définie plus tard par Emmanuel Macron.

Alain Juppé et François Fillon, rivaux du second tour de la primaire, se rejoignaient – avec des divergences sur les moyens – sur le besoin d'une défense européenne, du renforcement des frontières extérieures de l'Union et de la révision de la gouvernance de la zone euro – pour laquelle François Fillon souhaite davantage d'intergouvernementalisme. Sur le plan commercial, ce dernier préconisait la fin des négociations du traité transatlantique et l'ouverture d'un nouveau partenariat avec la Russie. François Fillon contestait par ailleurs les règles de la Cour européenne des droits de l'homme) sur le droit d'asile ou la gestation pour autrui.

Si le thème de l'Europe est incontournable dans un programme de candidat à la présidentielle, il est apparu clairement comme un sujet secondaire lors de la campagne des primaires de la droite et du centre. Lors des débats télévisés rassemblant tous les candidats, le sujet a été peu évoqué. Pourtant, lors du troisième débat du jeudi 17 novembre 2016, « l'avenir de l'Europe » était un des sujets censés être traités, mais il a été largement dépassé par les échanges concernant l'éducation, la lutte contre la délinquance, le terrorisme et ses implications internationales ou la ligne politique des candidats à l'exercice du pouvoir. C'est ce que relèvera le commissaire européen Pierre Moscovici sur Public Sénat le 22 novembre. Il regrettera que « l'Europe soit la grande absente des débats de la primaire » visant à nommer le candidat de la droite à la présidentielle, qui, fin 2016, avait les faveurs des pronostics pour être le prochain Président français.

La primaire de la « Belle alliance populaire »

Lancée par le Premier Secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, la « Belle alliance populaire » a réuni les différents courants de la gauche. Hormis les membres de la frange la plus radicale (France insoumise, Lutte ouvrière, Parti communiste français), la Belle alliance populaire vit s'affronter quatre candidats membres du Parti socialiste (Benoît Hamon, Manuel Valls, Vincent Peillon et Arnaud Montebourg),

François de Rugy, candidat du Parti écologiste, Jean-Luc Bennahmias, candidat du Front démocrate et une candidate issue du Parti radical de gauche (PRG), Sylvia Pinel.

Les sept candidats de la primaire de la gauche – ou primaire citoyenne – ont présenté des propositions diverses sur l'Europe lors de la campagne. Ainsi, furent évoqués une Europe plus resserrée effectuant une pause dans son processus d'élargissement, une Europe plus ferme dans les négociations avec les Etats-Unis et la Chine, un mouvement d'harmonisation fiscale, notamment sur l'impôt des sociétés, une meilleure coopération en matière de sécurité et de défense, une révision de la directive sur les travailleurs détachés ou encore un plan d'investissement de 1 000 milliards d'euros afin d'accompagner la transition écologique. L'eurodéputé de l'Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates Emmanuel Maurel, soutien déclaré d'Arnaud Montebourg, souligna qu'il fallait créer un « *rapport de force dur* » (11) avec l'Allemagne, dominée par le centre-droit conservateur CDU/CSU. Son candidat proposa un « *nouveau traité de Rome* », allant à l'encontre de l'austérité et dépassant les traités européens, « *dans l'intérêt national de la France* ».

Au-delà de ces offres programmatiques sur l'Europe, l'analyse de la campagne de la primaire de la gauche dénote d'un délaissement (12) du sujet européen par les candidats. Il est à noter que, parmi les quatre représentants du Parti socialiste, tous furent des « nonistes » (13) au projet de Traité constitutionnel européen, contre le Premier Secrétaire du parti socialiste de l'époque, François Hollande. Les propositions des candidats à la primaire démontrent que cette fracture interne de 2005 est toujours ouverte. A l'instar de ce qui advint lors de la primaire de la droite et du centre, l'Europe ne fut pas l'élément principal de distinction entre les candidats. Certes, le deuxième débat télévisé du 15 janvier 2017 permit, selon Bruno Cautrès (14), d'établir une ligne de fracture. Si la question migratoire a fixé le débat, « *le thème de l'Europe révèle l'ampleur de la division du Parti socialiste* » (15), selon le chercheur du Cevipof, en cristallisant l'opposition entre deux courants sur la question européenne : la gauche des responsabilités, incarnée par Manuel Valls et la gauche des valeurs défendue par Benoît Hamon et Arnaud Montebourg. Les propositions européennes de Manuel Valls mettent l'accent sur une renégociation du pacte de stabilité avec les partenaires européens, une refondation de l'Europe visant à garantir un modèle social commun, le

(11) « Primaire à gauche. Quand l'Europe divise les candidats », *Ouest France*, 7 janv. 2017, disponible à l'adresse Internet bit.ly/2mHNMxl.

(12) Amandine CRESPI, « L'Europe introuvable dans la primaire de la gauche », *Mediapart*, 14 janv. 2017, disponible à l'adresse Internet bit.ly/2j4pYkb.

(13) Arnaud LEPARMENTIER, « Primaire à gauche : quatre candidats, quatre Europe », *Le Monde*, 20 janv. 2017, disponible à l'adresse Internet lemde.fr/2DjzKwZ.

(14) Bruno CAUTRÈS, in « Primaire citoyenne : l'Europe cristallise les divisions à gauche », *France 24*, 17 janv. 2017, disponible à l'adresse Internet bit.ly/2nYVUuW.

(15) *Ibid.*

contrôle des investissements étrangers au sein de l'UE dans des secteurs stratégiques, la forte taxation des produits intégrant le marché intérieur allant à l'encontre des règles environnementales et sociales et, enfin, la mise en place d'un salaire minimum européen. Sur le volet extérieur, le candidat Valls proposait une « *pause dans le processus d'élargissement* » (16) en précisant que la Turquie n'avait pas vocation à intégrer l'UE.

Cette dichotomie interne se retrouvera pendant l'entre-deux-tours de la primaire, lorsque Arnaud Montebourg soutiendra Benoît Hamon, et après l'élection de ce dernier, lorsque Manuel Valls, défait lors du second scrutin de la primaire, choisira, malgré l'engagement initial des sept candidats (de même que François de Rugy), d'apporter son soutien à Emmanuel Macron.

Premier tour : une fracture entre eurosceptiques et réformateurs

En mars 2017, Yann-Sven Rittelmeyer (17) constate le relatif effacement des sujets européens dans la campagne présidentielle de 2017, notamment lors des primaires de la gauche et de la droite. Cela est le signe d'un désintéressement français pour les questions extérieures et de la vitalité du courant protectionniste qui a concouru à l'appropriation des sujets européens par les partis extrémistes (France insoumise et Front national), tribunicien. L'auteur indique que la campagne sembla, dans son ensemble, marquée par la question centrale du degré d'ouverture de l'Hexagone. La mondialisation – sous ses différentes déclinaisons, qu'elles soient identitaires ou sécuritaires – a été un thème de campagne électorale porteur car il permettait d'identifier un responsable à des maux nationaux (chômage, intégration...).

Cependant, le premier tour s'est distingué des primaires en ce qu'il a permis de fixer les oppositions et d'articuler le débat autour de la dimension européenne des thèmes appréhendés. François Fillon et Benoît Hamon, représentant la bipolarité politique classique, des candidats comme Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen ou encore Emmanuel Macron centrant en partie leurs campagnes sur des propositions plus ambitieuses, que ce soit pour réformer l'Europe ou la quitter. Au soir du premier tour de la présidentielle, Harris Interactive observe que, parmi les choix de vote ayant le plus compté, l'Union européenne arrive en sixième position avec 28%. C'est 8% de plus qu'au soir du premier tour en 2012 (18). La mise en avant de cette thématique pour les électeurs suit l'entrée active en campagne d'Emmanuel Macron, mais aussi la fin de la période des primaires, lors de laquelle l'Europe a été un sujet secondaire. Le 23 février 2017, François Bayrou, le *leader* du Modem, annonce qu'il renonce à se présenter à

(16) « France 2017, le programme présidentiel de Manuel Valls à la loupe », *Ouest France*, 27 janv. 2017.

(17) Yann-Sven RITTEMEYER, « The upcoming French elections: the country's openness at stake », European Policy Centre, 14 mars 2017, disponible à l'adresse Internet bit.ly/2nBnb3Q.

(18) Harris Interactive, « Quels sont les thèmes qui ont le plus comptés dans votre vote aujourd'hui », avec cinq réponses possibles. Données présentées à Bruxelles, le 10 mai 2017, par Jean-Daniel Lévy, directeur du Département Politique-Opinion Harris Interactive.

l'élection présidentielle et apporte son soutien au candidat d'En Marche ! (EM). Qualifié de tournant dans sa campagne par E. Macron, ce ralliement eut un réel effet multiplicateur pour le candidat EM, puisque les électeurs du Modem sont historiquement ceux les plus en faveur de l'Europe, la ligne chrétienne-démocrate – celle des pères fondateurs de l'Europe – demeurant résolument pro-européenne. 83% de ses sympathisants estiment que le bilan des effets de la construction européenne depuis le Traité de Rome est plutôt positif. C'est 53% à l'échelle nationale. Par conséquent, ce ralliement renforce E. Macron dans sa stratégie de démarcation des autres candidats sur le volet européen, tout le faisant bénéficier de la légitimité d'une figure de la politique française de la dernière décennie, qui a participé aux campagnes présidentielles précédentes.

Jean-Luc Mélenchon fut, avec Marine Le Pen, l'un des candidats les plus virulents contre l'Union européenne. Juste avant le premier tour, le candidat de la France insoumise s'est déclaré « sûr » de ne sortir ni de l'Union ni de l'euro. Or, si les partenaires européens du « potentiel » président Mélenchon avaient refusé ses requêtes de modification des Traités, ce dernier aurait œuvré par voie de conséquence en faveur d'une sortie de l'euro. J.-L. Mélenchon entendait négocier avec l'UE la refonte des traités européens et demander la fin de l'indépendance statutaire de la Banque centrale européenne (BCE), l'abandon du pacte budgétaire européen, la dévaluation de l'euro par rapport au dollar. Le « plan B » consistait en une sortie des traités européens après référendum et en la dénonciation du traité de libre-échange entre l'UE et le Canada, le CETA. Cette approche correspondait à une partie de son électorat qui, après celui de Marine Le Pen, est le plus critique en faveur de l'euro – et dont 26% soutiennent un retour du franc. Si pour la majorité de cet électorat la fin de la monnaie unique n'est pas une option crédible, une réforme en profondeur de la gouvernance et de la solidarité est un pilier de l'intégration européenne.

Marine Le Pen a été moins virulente (19) face à l'euro les jours précédant le premier tour de l'élection présidentielle. Lors de la dernière ligne droite de la campagne (du 1^{er} tour), elle s'est davantage concentrée sur l'immigration ou la sécurité, thèmes traditionnels du vote frontiste. Pourtant, la sortie de l'euro et le retour au franc étaient les piliers du programme économique de la candidate FN, dont le but était de « retrouver la liberté qu'offre une monnaie nationale » précisait-elle sur Europe 1 le 25 janvier 2017, arguant que l'euro avait « échoué » en faisant « perdre aux Français du pouvoir d'achat et de la compétitivité ». Le programme de M. Le Pen prévoyait la sortie de l'UE et de l'Espace Schengen par un référendum, la limitation drastique de l'immigration, la sortie de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), le retrait du drapeau

(19) Renaud HONORÉ, « Présidentielle : haro sur l'Europe, qui montre pourtant sa capacité de résistance », *Les Echos*, 21 avr. 2017, disponible à l'adresse Internet bit.ly/2B7t2Ey.

européen des lieux publics et le rapprochement avec la Russie. La candidate soutenait également la suppression de la directive des « travailleurs détachés » et refusait les traités de libre-échange CETA et TAFTA (traité de libre-échange entre l'UE et les Etats-Unis).

L'Europe a également été au cœur de sa campagne, sur le terrain judiciaire cette fois, dans le cadre de l'affaire des assistants parlementaires. A la suite d'une enquête de l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), le Parlement européen a, pendant la campagne, sommé la candidate du FN à rembourser 339 000 euros pour des salaires versés à des assistants « fantômes ».

Le candidat socialiste s'est montré partisan d'une solution plus fédéraliste, en opposition à un souverainisme plus marqué chez François Fillon. Benoît Hamon proposait un traité de gouvernance dans la zone euro, un plan d'investissement de 1 000 milliards d'euros centré sur la transition écologique et économique, une demande de révision de la directive des travailleurs détachés, un traité sur l'énergie et l'amélioration de la coopération en matière de défense. E. Macron s'est distingué de B. Hamon et de sa proposition de Parlement de la zone euro dans une vision distributive visant à mettre l'Allemagne en minorité. Sur la question européenne, le candidat des Républicains s'est montré attaché au projet européen, mais il s'est distingué par une approche plus souverainiste, axée sur une gouvernance intergouvernementale. Toutefois, la gestion des crises sur une base purement intergouvernementale (*subprimes*, dettes souveraines) en format Conseil européen commençait à montrer ses limites lors de la campagne et perdure (Brexit, article 7 contre la Pologne, frein lié à l'unanimité au Conseil).

Enfin, et nous y reviendrons, le programme d'Emmanuel Macron présentait l'Europe tel un acquis, une construction essentielle portée par une vision positive et des plans de réformes pour remédier au sentiment de distance qui, lors de la dernière décennie, s'est développé à l'égard de l'Union européenne. Comme l'indique Charles Wyplosz (20), Emmanuel Macron a été adoubé par ses pairs en se présentant comme un candidat résolument pro-européen, alors même que le thème électoralement porteur est celui de l'eurosepticisme, porté par de nombreux candidats, de Nicolas Dupont-Aignan à Jean-Luc Mélenchon. Les électeurs d'E. Macron ont défendu les idées cosmopolites – au 1^{er} tour, le candidat Macron a reçu 40,4% des voix des Français de l'étranger – et pro-européennes. Après l'emploi, l'Europe est la deuxième motivation du vote en faveur d'Emmanuel Macron. Le candidat EM va capitaliser sur cette opposition « retour de la France » contre « Frexit » au second tour.

(20) Charles WYPLOSZ, « Angela Merkel ou le malheur des uns peut-il faire le bonheur des autres ? », *Telos*, 7 déc. 2017, à l'adresse Internet bit.ly/2D4gZNd.

Le second tour : l'Europe comme élément principal de différenciation

Le hiatus entre les deux qualifiés au second tour de la présidentielle s'est vérifié sur le thème de l'Europe. Comme l'indique Renaud Honoré (21), « *l'Europe a fait son grand retour dans le débat présidentiel après des années d'absence* ». La nouvelle opposition ouverture/fermeture, développée par des politologues tels que Gérard Grunberg et Pascal Perrineau, est venue supplanter l'ancien clivage droite/gauche. Et la présence d'E. Macron et de M. Le Pen au second tour en est l'illustration. Entre celui voulant relancer une Europe qu'il entend incarner, à travers la revitalisation du couple franco-allemand, et celle évoquant une « Alliance européenne », coopération entre pays souverains, censée venir remplacer l'UE qu'elle veut quitter, la ligne de fracture est nette. Cependant, les sondages ont donné tort à la stratégie de la candidate FN puisque les Français se sont prononcés majoritairement en faveur de la construction européenne et de l'euro, sans doute faute d'alternatives crédibles. Corinne Deloy (22), dans son Observatoire des élections sur les élections françaises de 2017, confirme que « *le clivage société ouverte/société fermée semble en passe de supplanter le clivage gauche/droite lors du vote* ». Emmanuel Macron affirmait de surcroît dans son livre *Révolution* ne pas se résoudre à « *être enfermé dans les clivages d'un autre temps qui ne permettent plus de répondre aux défis du monde et de notre pays* ».

Arrivée en deuxième position au premier tour, Marine Le Pen se qualifie mais modifie quelque peu sa stratégie en vue du second tour, notamment en vue d'élargir son champ électoral traditionnel en tentant d'atténuer son discours, notamment sur la zone euro. Elle a par exemple proposé le passage à un système de « *double monnaie* ». La candidate a plusieurs fois changé de stratégie pour revenir à son point de départ (23). Elle a ainsi abandonné l'idée d'une sortie automatique de l'euro, en optant pour la mise en place d'une « *double monnaie* ». Cela est en partie dû à son alliance avec Nicolas Dupont-Aignan, ce dernier étant le seul candidat à s'être rallié à Marine Le Pen pendant l'entre-deux-tours. Nicolas Dupont-Aignan, *leader* du mouvement Debout la France, indiquait dans son programme vouloir remplacer l'UE par une Communauté des Etats européens, disposant d'une monnaie commune mais non unique.

Par la suite, la présidente du Front national annonça un retour au franc à l'échelon national et le rétablissement d'une monnaie commune sur le modèle de l'ECU, servant aux échanges internationaux. Bernard Monot,

(21) Renaud HONORÉ, « L'Europe, la ligne de démarcation des deux candidats », *Les Echos*, 3 mai 2017, disponible à l'adresse Internet bit.ly/2Dfi0Tq.

(22) Corinne DELOY, « Emmanuel Macron et Marine Le Pen devançant largement leurs concurrents dans les sondages à un mois de l'élection présidentielle en France », Observatoire des élections, 24 avr. 2017, disponible à l'adresse Internet bit.ly/2nQNvcf.

(23) Raphaël BLOCH, « Présidentielle : ce que propose désormais Marine Le Pen sur l'euro », *Les Echos*, 3 mai 2017, disponible à l'adresse Internet bit.ly/2reBGBd.

eurodéputé, coresponsable du programme économique du FN, déclara que « *dans l'idéal nous souhaiterions sortir définitivement de l'euro, mais seule cette proposition semble être en mesure de rassurer les autres pays européens* ». Il poursuivit : « *tout l'objet des négociations est d'établir un rapport de force et de rallier les pays qui veulent en finir avec la monnaie unique. Je pense notamment à l'Italie et à l'Espagne* ».

Aussi, au 2nd tour, la thématique de l'Europe est assez présente et de manière très différenciée : 48% des électeurs d'Emmanuel Macron en parlent comme thème important alors que ce chiffre ne dépasse pas les 23% chez les électeurs de Marine Le Pen. C'est devenu un thème de premier plan car M. Le Pen était en faveur d'un Frexit : elle a donc créé un débat et donné l'occasion de s'exprimer à ceux qui ne sont pas forcément des europhiles convaincus mais qui sont persuadés que sortir de l'UE serait une erreur. Pour l'électorat du *leader* d'En Marche !, c'est le deuxième thème le plus important. Pour rassembler des électeurs des autres partis politiques au second tour, la représentante du Front national a essayé d'atténuer son discours anti-euro. Dans la ligne de la campagne de Donald Trump, elle note que pour 55% des Français la mondialisation est une menace pour le système de protection et de sécurité sociale mais en même temps une opportunité pour l'économie. En revanche, un Français sur deux juge que la mondialisation menace l'identité du pays.

Par conséquent, au 2^e tour, la thématique de l'Europe se retrouve assez présente et de manière très différenciée entre les deux candidats : 48% des électeurs de Macron en parlent comme thème important et 23% pour les électeurs de M. Le Pen, qui, davantage concernés par l'immigration, privilégient à 70% des mesures nationales sur ce sujet (24). Or le report de voix au second tour sera faible compte tenu de la crainte d'un Frexit. En mars 2017, à la question « Souhaitez-vous que la France abandonne l'euro et revienne au franc ? », 74% des électeurs de J.-L. Mélenchon, 89% de Benoit Hamon, et 87% des sympathisants de François Fillon répondent « non ». Prôner une sortie de l'UE dans ce cadre était une stratégie mortifère, d'autant plus que 72% des Français veulent rester dans l'eurozone et 60% dans l'Europe, afin d'avoir des avancées en matière de sécurité et défense ou sur le volet migratoire par exemple.

Dans le face-à-face final, la question de souveraineté a été au cœur du combat et de la vision politique des deux finalistes. L'innovation d'Emmanuel Macron est d'assumer l'appartenance de la France à l'UE mais sans « naïveté ». Son approche reprend habilement celle de « l'Europe qui protège », dans la ligne de Jean-Claude Juncker en réponse au départ des Britanniques.

(24) Kantar Public, « Les Européens et le populisme, regards croisés », juil. 2017, p. 16.

UNE LIGNE EUROPÉENNE :
DE LA HUMBOLDT A LA SORBONNE

L'élection d'Emmanuel Macron à la tête de l'Etat est l'illustration d'une victoire d'une nouvelle méthode politique sur la question du rapport à l'Europe. Conséquence de cela, le discours français sur l'Europe s'en trouve renouvelé grâce à son incarnation et sa promotion par un président de la République jeune et apprécié sur la scène internationale.

La victoire d'une ligne politique résolument pro-européenne

Les positions du candidat puis président Emmanuel Macron n'ont pas connu une évolution notable entre ses discours à la Humboldt Universität à Berlin le 10 janvier 2017 et à la Sorbonne le 26 septembre 2017. Elles se sont simplement précisées, les idées sont devenues les projets. Candidat, Emmanuel Macron se positionne en garant de la souveraineté européenne, principe à la base de son discours à la Humboldt. Il décline cette idée en cinq points : la sécurité, la monnaie, la politique commerciale, le développement durable et le numérique. Ces défis de demain ne pourront être mis en place qu'à l'échelle européenne et ainsi propulser sur la scène internationale une UE capable alors de concurrencer ses plus grands rivaux, les Etats-Unis et la Chine. Pour E. Macron, seul un regain de souveraineté du peuple européen pourra remettre l'Union sur pied et c'est en prônant cette Europe « *qui protège* » que les citoyens de l'Union renoueront avec cet idéal de paix et de prospérité.

L'évolution entre le candidat Macron et le président Macron se situe dans son attitude vis-à-vis des autres Etats membres : à Berlin, il dénonce les erreurs du passé sans concession, reconnaît les mauvaises gestions de l'UE, notamment lors de la crise économique et financière de 2008, évoquant alors un « *manque de confiance entre les Etats membres* ». Malgré l'utilisation du pronom « *nous* » en désignant les responsables, il leur reproche frontalement leurs erreurs et a accentué le retour des nationalismes. Il place « *nous* » et « *je* » en opposition, comme si ce « *je* » allait redorer l'image de l'UE et réenclencher le moteur européen. Il met en cause les dirigeants de la décennie précédente, considérée comme « *une décennie perdue* ». Une à une, il énonce les mauvaises gestions de crise au fil des ans, l'incapacité de l'UE à se relever financièrement, à faire face à la crise grecque et il reconnaît les efforts de certains pays tels que le Portugal, en phase de réussir sa reprise économique après des années difficiles. A la Sorbonne, le président Macron est programmatique, davantage dans la pédagogie et le dialogue, mais en maintenant une Union différenciée « *pour que ceux qui veulent avancer ne soient pas bloqués* ». Cette approche était déjà plébiscitée en mars 2017 par 82% de Français, qui disent souhaiter une accélération de l'intégration autour d'un noyau dur.

E. Macron propose 77 solutions concrètes (25) pour relancer le projet européen, solutions qui pourraient être appliquées au sein de l'Union à l'horizon 2024. L'articulation s'appuie sur le triptyque d'une Europe souveraine, unie et démocratique, en créant notamment une Force commune d'intervention pour enfin aboutir à ce projet de défense européenne, évoqué depuis 1954 ; une Académie européenne du renseignement pour lutter plus efficacement contre le terrorisme ; un Office européen de l'asile ; ou encore en proposant une réforme de l'Union économique et monétaire. Tous ces thèmes seront approfondis lors de son discours de vœux aux diplomates en janvier 2018. Il reprend également certaines idées déjà évoquées à la Humboldt, comme la mise en place d'un budget de la zone euro.

Un nouveau discours français sur l'Europe

Lors de ses vœux au corps diplomatique du 12 janvier 2017, le Président d'alors, François Hollande, citait l'Europe 29 fois dans son discours, alors que son successeur, moins d'un an plus tard, utilise le substantif « Europe » près de 70 fois. L'ancien Premier Secrétaire du Parti socialiste rattachait l'idée européenne aux principes de respect des nations et de la solidarité. *A contrario*, le fondateur d'En Marche ! a fait siens les slogans « *L'Europe est de retour* » et « *L'Europe qui protège* ». Il se distingue de son prédécesseur en adoptant un ton plus volontariste, indiquant qu'il faut « *changer de méthode* » et qu'« *il faut parler constamment, là aussi, à tout le monde, et construire des solutions pratiques et ambitieuses* ». Il rappelle que l'Union européenne est composée de « *28 pays singuliers* » et que chacun d'eux doit être associé aux discussions. Autre innovation, le président Macron revendique une Europe à plusieurs vitesses, ce qu'il décrit comme « *l'idée d'une avant-garde ouverte* », sur le modèle des coopérations renforcées. En matière de structure, il met l'accent sur le rôle de la relation bilatérale franco-allemande, non excluante et servant de point de départ à d'autres forums de discussion multilatéraux, comme le MED7, un regroupement diplomatique de 7 pays méditerranéens. Emmanuel Macron se distingue également de François Hollande en évoquant la nécessité d'« *associer davantage les peuples* » à travers des consultations citoyennes.

Pour Telos, Benoît Pellistrandi (26) revient sur l'année 2017. Il reprend l'idée de Pascal Perrineau (27) selon laquelle un processus de destruction créatrice à la Schumpeter, version politique, d'une rare intensité se serait emparée du système politique français lors des élections de 2017. B. Pellistrandi précise que la défaite de François Fillon est la défaite de la droite et surtout du parti dirigé par Nicolas Sarkozy, lesquels ont eu

(25) Les propositions sont synthétisées par la Fondation Robert Schuman, « L'Europe d'Emmanuel Macron, une vision des propositions », 2 oct. 2017.

(26) Benoît PELLISTRANDI, « 2017 année exceptionnelle », Telos, 12 janv. 2018, disponible à l'adresse Internet bit.ly/2B1KtGx.

(27) Pascal PERRINEAU, *Le Vote disruptif : les élections présidentielle et législatives de 2017*, Presse de Sciences Po, 2016.

du mal à admettre le résultat de la victoire de F. Fillon aux primaires. Cependant, la victoire d'Emmanuel Macron n'est pas « *simplement celle d'un audacieux qui saisit son kairos* ». En s'affichant en tant que candidat pro-européen, ouvert, Macron a identifié avec acuité les accélérations récentes de la mondialisation. Il a fait accepter l'idée que « *la France peut vivre cette grande transformation* » car il existe des possibilités de meilleur gouvernement de l'économie de marché, des marges de manœuvre dans une société et un monde complexes et menacés.

Enfin, le candidat/Président intègre habilement l'agenda européen dans ses prises de position. Que ce soit sur la défense, la révision des travailleurs détachés ou les instruments de défense commerciaux, les processus de modernisation juridiques avaient déjà commencé. A titre illustratif, le processus de révision de la directive avait débuté en juillet 2016 et était l'objet de fortes controverses. Cela explique que les candidats illustrent pour la plupart leur vision de « l'Europe » avec ce sujet devenu emblématique. Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon, François Fillon ; Benoît Hamon et Emmanuel Macron ont tous proposé une modification des règles, modification qui était de toute façon en cours. Il faut rappeler que le nombre de travailleurs détachés en France représente 0,4% de l'emploi total, mais le sujet a fortement crispé les opinions publiques. Le Président français l'a utilisé pour articuler l'idée de « *L'Europe qui protège* », y compris celle d'une intégration européenne inachevée.

UN PHÉNOMÈNE D'AUTORITÉ AU NIVEAU EUROPÉEN SOUS CERTAINES CONDITIONS

L'intérêt et la politisation des sujets européens allant *crescendo* au cours de la campagne électorale, le résultat final de l'élection présidentielle signa la victoire idéologique de la ligne européenne. Pour autant, ce blanc-seing est à nuancer, compte tenu de l'échec des partis traditionnels et de la difficulté de sa concurrente du second tour à défendre un programme mouvant au gré des deux tours.

Toutefois, la refondation du projet européen sur sa dimension régalienne est la pierre angulaire de la stratégie du candidat, puis du Président français. Il reprend notamment la notion de souveraineté mais à l'échelle européenne, seule capable de résister aux grands enjeux, qu'ils soient diplomatiques, économiques, environnementaux et bien entendu sécuritaires.

La légitimité issue des urnes, ses premiers pas vers la pyramide du Louvre sous *L'Hymne à la joie*, ses poignées de main fermes avec les présidents Erdogan, Poutine ou Trump l'ont installé comme un *leader* continental. Les institutions européennes se réjouissent d'entendre un Président français annoncer « *Bruxelles, c'est nous* » ou « *L'Europe*

n'est pas un supermarché » (28). Ses propositions apportent également un vent nouveau. Pour preuve, tant la Commission européenne que le Parlement européen ont publié un comparatif des programmes de travail des institutions et du discours de la Sorbonne ! Toutefois, il convient de pondérer cet enthousiasme avec deux principes de réalité, tant sur le volet économique que politique.

Le retour au premier plan de la France sur la scène européenne sera également fonction de la capacité du pays à se réformer économiquement. Illustration de cette nécessité, lors de la présentation de ses recommandations aux Etats membres dans le cadre du semestre européen, la Commission a observé (29) « *un important écart* » entre le budget qu'a présenté Paris à la Commission et « *la trajectoire d'ajustement requise* » dans le cadre du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG). Pour rappel, le Conseil a depuis 2013 accordé trois reports successifs pour que Paris corrige son déficit public et le ramène sous la barre des 3%. Dans ses recommandations sur le programme national de réforme en France en 2017, le Conseil invite Paris à effectuer des réformes fiscales en abaissant l'impôt sur les sociétés, en simplifiant le système de taxation. De plus, les dépenses publiques, 56,2% du produit intérieur brut en 2017, sont 9,7 points au-dessus de la moyenne européenne. La France est encouragée à faire les économies budgétaires prévues par les examens des dépenses. Enfin, le coût du travail doit continuer sa baisse.

La seconde condition au renouveau européen sous l'impulsion d'une France retrouvée consiste en un soutien politique qui dépasse l'approche personnelle. Emmanuel Macron ne siège dans aucune famille politique européenne. Le rejet des listes transnationales par les eurodéputés pour les élections européennes de 2019 démontre qu'une force politique, notamment au Parlement européen, est indispensable.

La campagne électorale française a été en tout point disruptive, notamment sur le volet français. Pour prolonger cette dynamique, Emmanuel Macron devra constituer des relais et des soutiens politiques transnationaux pour peser tant au Parlement européen qu'au Conseil.

(28) Premier grand entretien d'Emmanuel Macron depuis son entrée à l'Élysée, accordé au *Figaro* et à sept autres journaux européens (*Le Soir*, *Le Temps*, *The Guardian*, *Corriere della Sera*, *El País*, *Süddeutsche Zeitung*, *Gazeta Wyborcza*), Paris, 22 juin 2017, disponible sur le site Internet www.elysee.fr/interviews/article/interview-d-emmanuel-macron-l-europe-n-est-pas-un-supermarche/.

(29) Commission européenne, « Semestre européen – paquet d'automne : recherche d'une croissance durable et inclusive », Communiqué de presse, 22 nov. 2017, disponible sur le site Internet europa.eu/rapid/press-release_IP-17-4681_fr.htm.